https://ricochets.cc/L-epidemie-et-ses-consequences-affectent-d-abord-les-travailleurs-pauvres-les-exclus-et-les-reclus.html

L'épidemie et ses conséquences affectent d'abord les travailleurs pauvres, les exclus et les reclus

Publication date: mercredi 18 mars 2020

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'épidémie de coronavirus et le confinement révèlent encore plus la violence des inégalités sociales et du travail contraint, les ravages de la précarité, l'égoïsme des ultra-riches, la folie du capitalisme mondialisé et des idéologies libérales, l'irresponsabilité suicidaire des gouvernements et de la civilisation industrielle qu'ils défendent et promeuvent partout. Sélection d'articles pour y voir plus clair et ne pas se faire enfumer par les propagandes de "nous sommes en guerre" et de "l'unité nationale".
Puissons-nous attiser les luttes et prises de conscience afin de ne plus "revenir à la normale".

- **Le confinement et l'explosion des inégalités sociales** - Le confinement n'a pas les mêmes réalités suivant les milieux sociaux et par conséquent suivant les quartiers (...) le confinement va évidemment aggraver de manière majeure les discriminations, les moins pauvres vont vivre le confinement en régions, les pauvres dans leurs logement plus ou moins exigus et insalubres et les plus pauvres confinéEs dans la rue, les parkings
- **CORONAVIRUS** - Débrayage sur le site d'Amazon Chalon (à Montélimar aussi)
- **Les caissières, largement exposées au coronavirus, oubliées de la «** guerre » annoncée par Macron - Au contact de centaines de personnes chaque jour, et pas toujours protégés, les salariés de la distribution alimentaire s'inquiètent de leurs conditions de travail trop souvent « indigentes » face aux dangers de propagation et de contamination du Covid-19.
- **Coronavirus : Â« Les policiers travaillent sans protection alors qu'ils sont très exposés. Â»** - Si seulement ça pouvait faire comprendre aux flics qui défendent sans rechigner l'oligarchie et le capitalisme par la force que ce système en a pas plus à foutre de leur gueule que de celle des gens qu'ils répriment brutalement et empêchent d'effectuer de salutaires transformations sociales et politiques radicales (à commencer par faire dégager Macron et toute sa clique)
- **Chômage partiel, congés imposés et droit de retrait : comment faire pour cesser le travail quand on est salarié**
- **Coronavirus : comment maintenir le nucléaire sans le personnel** ? L'entêtement du gouvernement et de EDF nous menace. - Ils tentent de faire tourner leurs engins de mort avec un personnel restreint. Danger
- **Dis moi comment tu te confines et je te dirais à quelle classe sociale tu appartiens** - Dans les reportages ou sur Twitter, on a la fausse impression que le confinement serait le même pour toutes et tous : on se demande comment s'occuper, s'il faut rebrancher nos playstations, comment se partager les derniers livres anarchistes ou de vieux romans, avec ce souci de bien afficher nos goûts et nos préférences sur les réseaux sociaux, cela va de soi. Or, nous ne sommes évidemment pas toutes et tous égaux devant le confinement, et voici pourquoi.

CORONAVIRUS ET BONNES AFFAIRES PATRONALES

A lire dans le Canard Enchainé de ce mercredi 18 mars. Depuis un mois, le CAC40 s'est effondré de 35%, sur fond de crise pétrolière et de pandémie. Une baisse historique, qualifié par certains de « krach » boursier. Pourtant, les grandes fortunes s'en sortent très bien. Elles en profitent même pour faire de très bonnes affaires en spéculant.

Par exemple, Bernard Arnault a racheté ses propres actions à prix bradé, une opération qui lui rapporte 20 millions d'euros. Beaucoup d'autres grandes familles françaises ont réalisé le même type d'opérations.

Pendant que la population panique, et que les hôpitaux sont débordés, les ultra-riches arrondissent encore leurs fortunes colossales.

Copyright © Ricochets

Les bonnes affaires patronales de la crise boursière

Les cours des actions plongent, mais les pédégés du CAC 40 savent en profiter personnellement.

Assez de pessimisme ! Tout ne va pas si mal, à la Bourse. C'est, en tout cas, la leçon que donnent les grands patrons et banquiers qui rachètent à tour de bras – et pour leur compte personnel – les actions massacrées de leurs sociétés. Depuis un mois, le CAC 40 s'est effondré de 35 %. Certaines grandes valeurs – celles liées au tourisme, notamment au pétrole ou à la finance – ont même perdu jusqu'à 75 % de leur valeur. Un drame ? Non. Plutôt *"l'occasion de faire de très bonnes affaires pour ceux qui ont les moyens d'acheter les actions qui sont aujourd'hui bradées »*, commente un analyste.

De fait, la fièvre acheteuse des patrons s'est brusquement révélée, à partir du 20 février, avec la chute libre du CAC. Ce n'est pas Bernard Arnault, le patron de LVMH, homme le plus riche du France – et, selon les cours du jour, du monde –, qui le contredira. Depuis le 1er janvier, la valeur de l'action de son groupe a baissé de près de 30 %. Cette chute ne l'a pas dissuadé d'acheter, via sa société personnelle Financière Jean Goujon, Financière Agache, quelque 160 000 actions autour de 350 euros – soit environ 25 % moins cher que leur valeur avant la crise. Économie pour ses finances : 20 millions.

Chez le groupe hôtelier Accor qui, en deux mois, a perdu plus de 40 % de sa valeur, Sébastien Bazin, le pédégé, a acheté, le 12 mars, via sa holding Rubis Europe, 50 000 actions à 23 euros l'une – contre 40 euros avant la chute. L'un des principaux administrateur, Sarmad Zok, en a raflé, quant à lui, plus de 40 000, à environ 35 euros. Quant à Paul Dubrule, cofondateur du groupe – et encore administrateur –, il a acquis 15 000 actions à environ 34 euros.

Finances bien gérées

Chez PSA, la famille Peugeot, qui possède 13 % du capital, ne s'est pas oubliée. La chute de cours (– 40 % en deux mois) aurait dû la dissuader ; elle lui a, au contraire, ouvert l'appétit. Sa holding patrimoniale FFP a annoncé un plan d'achat de quelque 40 millions d'actions, afin de tenter de faire jeu égal avec la famille Agnelli, au terme de la fusion avec Fiat Chrysler. Une opération prévue de longue date mais qui, grâce à la chute de la Bourse, a commencé à se faire à très bon compte : 14 euros, au lieu de 20 il y a deux mois.

Autre famille très active dans la tourmente : la branche française des Rothschild. Alexandre et David – discrètement ou à travers la holding Concordia – ont racheté en deux jours, les 11 et 12 mars, 670 000 actions de la banque Rothschild & Cie, pour un prix inférieur de plus d'un tiers à ce qu'il était un mois plus tôt (16,60 euros, contre 25,50).

Et, pour faire bonne mesure, le gérant de la banque, François Pérol, ex-secrétaire général de l'Élysée sous Sarkozy, a aussi craqué pour 10 000 actions, le 11 mars, mais à 17,45 euros. Histoire de ne pas rater le patron en faisant un plus gros bénef ? Dans la finance, toujours, le patron de la BNP, Jean Lemierre, a acheté, les 9 et 13 mars, 5 000 titres de sa boîte à environ 35 euros, alors qu'ils en valaient 50 un mois plus tôt. Le directeur général, Jean-Laurent Bonnafé, s'est offert, lui aussi, 10 000 actions, mais à un prix légèrement supérieur : 38 euros.

Chez Dassault, un spécialiste en famille : Groupe industriel Marcel Dassault, la holding familiale, a acquis quelque 160 000 actions Dassault Systèmes au prix moyen d'environ 125 euros, soit 15 % de moins que deux semaines auparavant. D'autres acheteurs de la famille – Lagardère, le président du groupe, et Catherine et François, administrateurs – se sont partagés un peu plus de 50 000 actions au même prix.

De nombreux dirigeants de boîtes dans le luxe (Hermès), la distribution (Fnac, Carrefour), le BTP (Vinci, Eiffage), l'immobilier (Unibail), la communication (Vivendi), l'alimentation (Pernod), les services (Veolia), la banque (Société générale) ou l'industrie (Renault) ont aussi profité de la ruée boursière. Connaissant parfaitement leur groupe et étant en quelque sorte des initiés, ils ne font pourtant rien d'illégal.

Il est en tout cas rassurant de constater que ces patrons sont convaincus que la Bourse gagnera la guerre contre le virus.

Hervé Martin

Les patrons et boursicoteurs, comme toujours, ne pensent qu'à profiter de tout pour s'enrichir davantage

Les entreprises capitalistes, la civilisation industrielle, aggravent les crises épidémiques, elles sont aussi la cause des catastrophes écologiques et climatiques - On ne doit pas les sauver, mais les détruire et les mettre en laisse courte avec muselière.

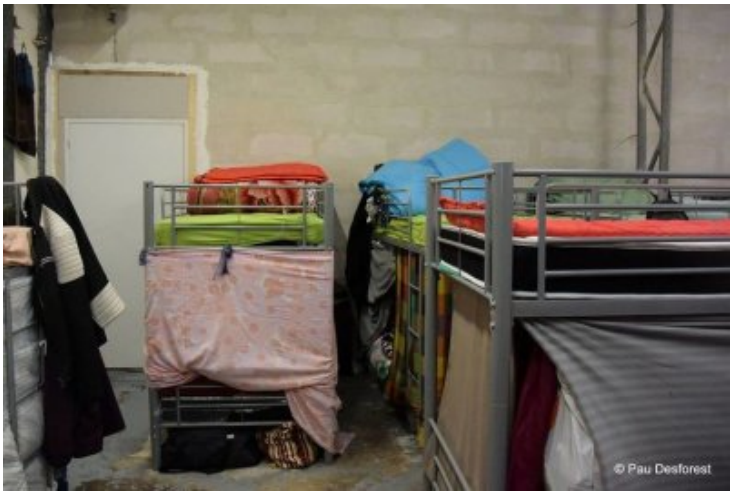
- **Comment la pollution nous rend plus vulnérables au coronavirus**
- **Coronavirus. À Vannes, les sans-abri dans l'inconnu** - Les mesures de restrictions successives appliquées pour cause de coronavirus touchent aussi les sans-abri
- **Alerte sur le traitement dégradant dont sont victimes les routiers**
- **Aux chantiers navals, les ouvriers ne veulent pas «** risquer leur peau pour produire des paquebots » - Face aux mesures insuffisantes de la direction, près de 700 travailleurs des Chantiers de l'Atlantique ont débrayé hier matin, obtenant l'arrêt de la production aux ateliers. Interview de Arnaud Fontaine, délégué CGT.
- **Covid-19 : Des entreprises prestataires improvisent, des salariés subissent**
- **Nantes. Agents d'entretien en grève à l'hôpital : «** On n'a plus de désinfectant » - Le personnel d'Onet santé qui s'occupe du ménage au CHU de Nantes (Hôtel-Dieu, Saint-Jacques, Laennec...) est en grève ce lundi 16 mars. Les agents dénoncent les conditions de travail qui se dégradent fortement avec le coronavirus. Ce lundi soir, face à la crise actuelle, les grévistes ont choisi de suspendre leur mouvement.
- **De l'utilisation de la «** guerre sanitaire » pour perfectionner le contrôle - *Face au Covid-19, les gouvernements de tous les pays touchés déploient chaque jour un arsenal technologique innovant pour contrôler la population.* (...) En Italie, 8000 personnes ont été signalées pour non respect du confinement par les opérateurs mobiles. Le gouvernement italien a conclu un accord avec les opérateurs téléphoniques pour surveiller les déplacements des italiens.

  Aux Etats-Unis, le gouvernement américain est en discussion avec Google, Apple, Facebook et d'autres entrepises sur un projet de collecte de données de localisation à partir des smartphones.

  En Belgique, Orange, Proximus et Telenet, les trois principaux opérateurs vont aider l'Etat belge, en se basant sur les données des trois derniers mois, à identifier les personnes présentant les plus gros risques d'amplifier l'épidémie, ainsi que celles qui présentent le plus de risque.

  En France, un sms a été envoyé par le gouvernement à tous les français avec l'aide des opérateurs. Or, en France, le numéro de téléphone est consideré comme une donnée personelle : le partage de ce numéro est donc soumis à un consentement. Techniquement, donc, le sms a été envoyé de façon illégale. L'Etat explique alors l'utilisation des numéros personnels par « la sauvegarde des intérêts vitaux » des personnes ou si elle est « nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ».

Copyright © Ricochets



L'épidemie et ses conséquences affectent les travailleurs pauvres, les exclus et les reclus

NOUS AVONS NOUS-MÊMES DÉCHAÎNÉ CETTE PANDÉMIE DE CORONAVIRUS (PAR DAVID QUAMMEN)

Le virus a peut-être vu le jour dans une cave, avec une chauve-souris, mais ce sont les activités humaines [et, plus précisément, les activités de la civilisation industrielle, NdT] qui l'ont déchaîné.

28 janvier 2020 â€" Le dernier virus en date qui attire l'attention du monde entier, a provoqué le confinement de 56 millions de personnes en Chine, a perturbé des plans de voyage dans le monde entier et a déclenché une course à l'approvisionnement en masques médicaux de Wuhan, dans la province de Hubei, à Bryan, au Texas, est connu provisoirement sous le nom de « nCoV-2019 ». Un surnom maladroit pour une menace effrayante.

Suite de ce post

CORONAVIRUS : LE CRI D'ALARME DES LIVREURS

- **Foodtech : « On est en guerre ou on bouffe des burgers ? »** -

La situation des livreurs de repas à domicile est alarmante. Pendant que les cadres des plateformes comme Uber Eats, Deliveroo ou Frichti sont confinés au chaud, des milliers de coursiers n'ont d'autres choix que de s'exposer au virus et potentiellement le transmettre pour pouvoir payer leurs loyers et remplir leurs frigos. Un mépris de classe hallucinant pour la flotte des livreurs déjà sur-précarisés qui n'ont aujourd'hui qu'une interrogation : jusqu'à quand ?

On est vraiment pas respectés, pas considérés, ils nous traitent vraiment comme des esclaves, il y a rien d'humain !

Depuis ce mardi 17 mars à midi, un confinement strict a été demandé à tous les français pour lutter contre la propagation du virus. Quoi de mieux qu'un livreur pour vous apporter le COVID-19 jusqu'à votre salon. En plus d'être considérés comme des pestiférés, les coursiers encore en activité vivent avec la peur d'être infectés. Wyssem, livreur parisien ne cache pas sa colère : « On est vraiment pas respectés, pas considérés, ils nous traitent vraiment comme des esclaves, il y a rien d'humain ! ».

Copyright © Ricochets

Pour sauver le chiffre d'affaire des plateformes, le gouvernement, qui ne cache plus son soutien à ces multinationales qui piétinent le droit du travail sans vergogne, a diffusé dimanche 15 mars un « guide des précautions sanitaires à respecter dans le cadre de la livraison de repas à domicile ». Celui-ci recommandant la livraison sans contact selon laquelle le livreur sonne chez le client avec ses gants, désinfecte le sac, l'ouvre, recule de deux mètres pendant que le client se sert, puis part.
Une façon de continuer à « fournir le meilleur service en cette période », d'après les mots de Louis Lepioufle, porte-parole de Deliveroo France. Pour Uber Eats : « la sécurité de tous les utilisateurs est notre priorité et nous sommes résolus à mettre en oeuvre toutes les recommandations du gouvernement afin de limiter la propagation de l'épidémie. » Bla-bla-bla.

Pour Damien, secrétaire général du SCALA (Syndicat des Coursiers Autonomes de Loire-Atlantique), c'est du flan : « Même si on applique la livraison sans contact, le sac est touché par tous les restaurateurs, tous les clients, on a pas le matériel pour désinfecter et on a pas le temps. (...) C'est n'importe quoi, sur une semaine à temps plein on croise environ 200 personnes. ». Clément, coursier et membre de la CGT des coursiers à vélo de la Gironde, est tout aussi inquiet : « On va devoir se sacrifier ».

Si les coursiers étaient réquisitionnés en urgence pour transmettre des dons de sang aux hôpitaux, ces mesures auraient pu être entendues, mais on parle ici de livraison de pizzas et de Big Mac, c'est absurde, « On est en guerre ou on bouffe des burgers ? ». Jérôme Pimot, co-fondateur du CLAP (Collectif des Livreurs Autonomes Parisiens), fustigent les responsables des plateformes tout comme le gouvernement : « ce guide des bonnes conduites ne sert qu'à viabiliser la continuité des plateformes de façon à ce que les coursiers bossent sans qu'on ait besoin de les indemniser ».

De plus, le chiffre d'affaire des coursiers baisse énormément dû à la fermeture des restaurants. Quelques jours après la première décision de confinement samedi 14 mars à minuit, beaucoup de restaurateurs avaient pris la décision de rester ouverts uniquement à la livraison, avec comme objectif de ne pas gâcher leurs stocks. Mais aujourd'hui « Si tu te connectes sur Deliveroo, il y quelques kebab et les macdos, et c'est tout », d'après Damien. Wyssem est également outré : « Hier, j'ai travaillé 2h, j'ai fait 13Euros brut. On bosse pour 4Euros net de l'heure en ce moment, comment je vais payer mon loyer ? »

A Nantes, lundi soir, une dizaine de livreurs patientaient devant le Macdonald's de la place du Commerce en espérant voir leurs téléphones sonner. Même situation devant le kebab Le Mistral où le restaurateur, solidaire des coursiers, se désole de voir une situation si chaotique.

Damien a donc choisi d'arrêter de livrer même si les conséquences sont lourdes : zéro revenu, aucune compensation, il s'appuie financièrement sur son entourage pour ces quelques semaines sans rémunération. Mais d'autres n'auront pas le choix. Ce n'est plus une surprise, la flotte des livreurs n'est plus composée que d'étudiants de passages, on parle aujourd'hui de personnes noyés dans une grande précarité ou de travailleurs sans-papiers pour qui une journée sans livrer coûte cher. « On n'a pas le choix » conclue Wissem.

Les revendications sont claires pour Jérôme : « On veut que les plateformes arrêtent les livraisons et que les coursiers soient indemnisés », comme n'importe quel salarié ou indépendant. Et tant que les plateformes enverront au charbon tous les travailleurs précaires qui n'ont pas d'alternative ni filet de sécurité, aucun ne pourra prétendre à une compensation financière, stopper l'activité est une urgence absolue.

Cerveaux non disponibles

Copyright © Ricochets

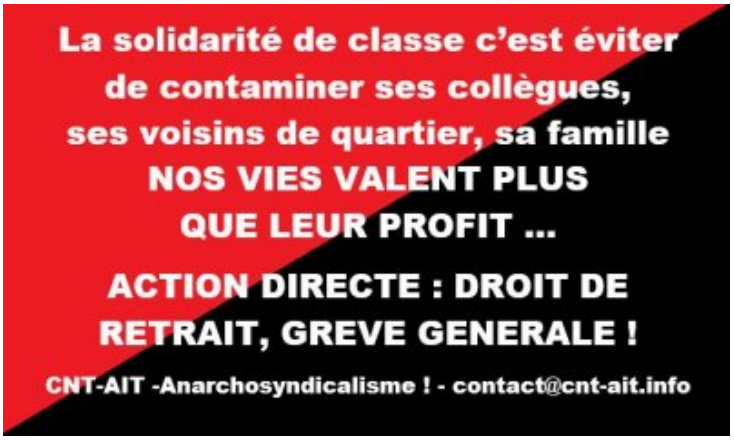
Le confinement, le travail contraint révèlent encore plus la violence des inégalités sociales C'est l'idéologie du travail et des dogmes capitalistes qui sont le problème

Post sur page CNT

La contamination se fait par contact direct. La solidarité de classe c'est éviter que nos collègues, que nos voisins, que nos familles soient contaminées. Il faut donc quitter les postes de travail, déserter le travail, que ce soit par retrait ou par grève. Or AUCUN syndicat n'appelle au droit de retrait. Pourquoi ? Parce qu'il ne faut pas attenter à la sacro sainte économie, c'est à dire il ne faut pas plomber le résultat des entreprises.

La prochaine fois que vous entendez un gauchiste vous dire « nos vies valent plus que leur profits » éternuez lui à la gueule ...

Action directe : droit de retrait, grève générale !



Le confinement, le travail contraint révèlent encore plus la violence des inégalités sociales Ne nous adaptons plus à leur monde de mort qui mène à la ruine, révoltons-nous !

Exemple de droit de retrait posé par la base :
Rassemblement des salarié (e)s de Safran ex Zodiac à Caudebec les Elbeuf
Vote organisé pour le droit de retrait suite à la non confination.de leur entreprise
Vote décidé à main levée par la base sans syndicats ayant des élus
Je vous rappelle malheureusement la CGT n'as plus d'elu(e)s
Suite à cette action les salarié(e) sont payé(e) s à rester chez eux jusqu'à vendredi et on contraint les organisations syndicales CFDT FO et CFE CGC à organiser un CSE extra ce mercredi
Affaire à suivre

Copyright © Ricochets

Post sur Facebook de Sébastien :

COVID-19. Ce sont les premiers de cordée qui vendent massivement leurs titres en bourse pour prendre les plus-values accumulées pendant ces décennies. Ce faisant, ils provoquent un crack boursier que nous paierons pendant des décennies dans l'économie réelle par le chômage, les banqueroute etc etc... Enfin, il est fort probable que dans quelques années ils utilisent le déficit occasionné par cette crise sanitaire massive dans les caisses de la sécu pour la privatiser comme ils sont en train de le faire pour les retraites pour qu'en plus le pactole retombe au final dans la poche des mêmes premiers de cordée !!! IL EST HORS DE QUESTIONS QUE NOUS PAYONS TRIPLEMENT LA FACTURE !!!!

Le confinement, le travail contraint révèlent encore plus la violence des inégalités sociales et de la précarité
Virus partout, climat détruit, animaux et écoystèmes détruits : Etat et capitalisme assassins ! Ni oubli ni pardon

Des hôtels pour les sans abris

Dans les milliards d'euros dégagés par l'état pour aider les entreprises. Au lieux de fermer les hôtels et provoquer du chômage technique utilisons les pour mettre à l'abris les personnes et familles à la rue durant toute la période de confinement.

Coronavirus : les hôtels désertés ferment leurs portes
L'activité, déjà réduite par les grèves et les Gilets jaunes, est en chute libre. Beaucoup d'établissements ferment, d'autres se tiennent prêts en cas de réquisitions pour héberger du personnel soignant.
En panne de clients, des hôtels sont contraints à la fermeture. L'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie craint d'importantes pertes.
En panne de clients, des hôtels sont contraints à la fermeture.

Par Adeline Daboval

Copyright © Ricochets